



Direction
des Affaires Juridiques
et Institutionnelles

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2024

**DAJI - Pôle des affaires
Institutionnelles**

**AVIGNON UNIVERSITÉ
Campus Hannah Arendt**

74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1

Tél. +33 (0)4 90 16 28 09
sagi@univ-avignon.fr
univ-avignon.fr

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 10 septembre 2024**

Informations générales

A. Stratégie de l'établissement :

1. Questions budgétaires et financières :
 - 1.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025
2. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :
 - 2.1 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » : approbation de la programmation des actions au titre de l'année 2023-2024 (vague 2)

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
 - 1.1 Approbation du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) avec l'État pour la période 2025-2027
 - 1.2 Approbation de la charte de l'alimentation responsable dans le cadre du schéma directeur durabilité
 - 1.3 Approbation de la modification de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) relative au nom du Centre d'Enseignement et de Recherche (CER) « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion » et à l'ajout d'une formation
2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
 - 2.1 Approbation de la convention entre Avignon Université et RENATER relative à la messagerie « PARTAGE » pour la période 2021-2025
 - 2.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'APECITA (master ST2AE) au titre de l'année universitaire 2024-2025
 - 2.3 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE
 - 2.4 Approbation de l'accord-cadre de coopération entre Avignon Université et ENEDIS
 - 2.5 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université de Guanajuato - Mexique
3. Questions diverses¹

¹ Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence (president@univ-avignon.fr ou vice-president-ca@univ-avignon.fr) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

Le 10 septembre 2024, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
Président	M. LINARÈS Georges	X		
Vice-président du CA	M. RICHAUD Alain	X		
Représentante du Rectorat (invitée)	Mme CARBONE Catherine	X		
Collège A	Mme VINET Agnès	X		
	M. DOUVINET Johnny	X		
	Mme FALKERT Anika	X		
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine	X		
Collège B	Mme CAVALIE Elsa	X		
	/			
	/			
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie		M. RICHAUD Alain	
Collège C BIATSS	M. BERRAG Allal	X		
	Mme SERON Jenny		M. BERRAG Allal	
	Mme ANDRÉ Fanny		M. LUBIN Mario	
	M. LUBIN Mario	X		
	M. CHALUMEAU COLATO Hugo	X		
Collège Etudiants	Mme MAZZITELLI Lisa			X
	Mme CHAUVIN Marine		M. CHALUMEAU COLATO Hugo	
	M. YEPEZ Thomas			X
Personnalités Extérieures	Mme GAGNIARD Anne	X		
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle		M. RICHAUD Alain	
	M. BISSIERE Michel		M. LINARÈS Georges	
	M. CARLIN Frédéric	X		
	M. GONIDEC Jean-François		M. LINARÈS Georges	
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger			X
	Mme JULLIAN Catherine	X		
Participants à titre consultatif de droit	M. BARBE Jacky			X
	M. BOURDAGEAU Stéphane			X
	M. GUINTOLI Claude	Visio		
	M. GUIN Joël			X
Invités	Mme ABONNEN Audrey	Visio		
	Mme ANTOINE Sophie	X		
	Mme ARFELLI Françoise	X		
	M. BLANCO Jean-François	X		
	Mme BOURGEOIS Céline	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	Mme FAVRE Aude	X		
	Mme FOURRÉ Anne	X		
	Mme GALNON Claudie	X		
	M. JABAÏAN Bassam	X		
	Mme RAULT Magali	X		
	Mme SOMMAZI Laurence	X		

Membres composant le conseil : 26

Membres présents (16) ou suppléés (7) : 23

Membres absents et non suppléés : 3

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 15h30.

Informations générales

- Nomination de deux DGSA :

Le Président indique que le Directeur général des services (DGS) sera absent durant plusieurs mois pour raisons médicales. Il ajoute que deux Directeurs généraux des services adjoints (DGSA) ont été nommés, à savoir Madame Florence Decuyper, en charge des fonctions « Support » et Monsieur Jean-François Blanco, en charge des fonctions « Transformations et Évaluation ». Le Président les remercie pour leur engagement et précise qu'en l'absence du DGS, les services pourront compter sur les DGSA pour le bon fonctionnement de l'établissement.

- Appel à manifestation d'intérêt sur les Sciences humaines et sociales :

Le Président indique que l'établissement a passé la première phase de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) sur les Sciences humaines et sociales, qui est potentiellement très structurant. Il s'agit d'un projet longtemps attendu, avec un financement global de 100 M€. Cet appel à manifestation d'intérêt comprend deux phases. Une phase de recomposition a lieu avec un consortium piloté par l'université Sorbonne Nouvelle. Le consortium compte sept universités. L'université de Cergy-Pontoise a également intégré ce consortium et elle porte un projet concurrent, avec un financement de 2 M€ sur ressources propres. Le Président précise qu'Avignon Université n'est pas encore lauréat de cet AMI et ajoute que cela a un effet structurant au niveau national sur les Sciences humaines et sociales. Il est important pour l'établissement d'être dans le périmètre de gouvernance et de portage de ce projet.

- Effectif étudiant :

Le Président indique que les tendances sur l'effectif étudiant sont un sujet de préoccupation. L'année dernière, l'effectif était de 6 600 étudiants. Cette question est au cœur du projet d'établissement. Le Président donne la parole au VP CFVU. Ce dernier indique qu'en termes d'effectif inscrit à ce jour, l'évolution est positive par rapport à l'année dernière. Les inscriptions sont toujours en cours et les chiffres seront davantage fiables à la fin du mois de septembre 2024.

- Arrivée d'un médecin responsable au sein du futur Service de Santé Étudiante (SSE) :

Le Président indique que depuis plusieurs mois, l'établissement était à la recherche d'un médecin responsable pour son futur Service de Santé Étudiante (SSE). Une jeune médecin a confirmé son engagement pour exercer au sein de l'université. Son arrivée, prévue le 1^{er} octobre 2024, est une très bonne nouvelle pour la communauté universitaire.

A. Stratégie de l'établissement :

1. Questions budgétaires et financières :

1.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025

Le VP CA rappelle que lors du CA du 9 juillet 2024, l'approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025 a été reportée en raison du quorum physique non atteint. Le quorum physique étant atteint lors de la séance de ce jour, le point peut être traité.

Le VP CA précise que Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, assistera à la séance en visioconférence et donne la parole à Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières (DAF), qui présente les orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025 (*cf. annexes point A.1.1*). Elle dresse le bilan de la situation financière de l'université. Le dernier compte financier clos, à savoir celui de l'année 2023, montrait un équilibre financier quelque peu fragile du fait de la conjoncture. Le résultat de l'année 2023 s'élevait à un peu plus de 600 K€. Ce résultat excédentaire s'explique par une dotation exceptionnelle de subvention pour charge de service public (SCSP) intervenue à la fin de l'année 2023. Sans cette dotation, l'établissement aurait probablement été en déficit pour la deuxième année consécutive. En 2023, le fonds de roulement a diminué de 2 M€ par rapport à 2022 en raison d'un programme d'investissement ambitieux. En 2023, la masse salariale représentait un peu plus de 56 M€, soit 79% des dépenses de l'établissement. Ce montant, en hausse constante, représente 1,8 M€ de plus par rapport à l'année 2022. Cela s'explique par les hausses du point d'indice, de masse salariale due aux politiques de l'été 2023, tandis que l'établissement a la volonté de maîtriser sa masse salariale. L'année 2023 avait enregistré une baisse du nombre d'emplois consommés, en passant de 725 à 723. Madame Laurence Sommazi présente les éléments de ce contexte fragile et indique que depuis son accession aux responsabilités et compétences élargies, en 2010, l'établissement a présenté, chaque année, des comptes en excédent jusqu'au compte financier de 2022, où le résultat était déficitaire de 775 K€. Une partie de ce déficit est conjoncturelle (hausse du point d'indice, du coût de l'énergie). Une autre partie de cette situation, davantage structurelle, pourrait installer durablement l'établissement dans une situation de déficit et il faut être vigilant à ce sujet. Le budget initial de l'année 2024 a été voté en déficit prévisionnel de plus d'1,3 M€ et cela pourrait sensiblement augmenter au cours de l'année.

Madame Laurence Sommazi présente les éléments relatifs au fonds de roulement de l'établissement. Le fonds de roulement est un indicateur issu de la comptabilité générale. Il s'agit d'une réserve d'argent à disposition de l'établissement pour faire face à ses dépenses, avant de recevoir ses recettes. Un fonds de roulement positif signifie que l'établissement dispose de suffisamment de ressources pour supporter l'ensemble de ses investissements et le surplus lui permet de couvrir une partie de ses dépenses courantes. Au 31 décembre 2023, le fonds de roulement global est de 9,2 M€ composé ainsi : fonds de roulement « Fondation » : 0,3 M€ ; opérations fléchées : 3,6 M€ ; fonds de roulement libre d'emploi : 5,3 M€.

Madame Laurence Sommazi présente ensuite les choix stratégiques opérés par l'établissement dans le but de poursuivre sa stratégie de différenciation et son organisation interne. Avignon Université a mis en place deux Instituts et les projets des Villa Créative et Villa Naturalité qui sont des instruments au service du développement des partenariats. La poursuite des orientations stratégiques de l'établissement sur ses axes prioritaires porte les efforts sur l'attractivité de l'offre de formation, la valorisation des partenariats et l'intégration des questions environnementales et sociétales dans les actions. Le contrat d'objectifs de moyens et de performance (COMP) est un levier supplémentaire de la stratégie de l'établissement et un instrument privilégié du dialogue avec les composantes pour appréhender leurs projets afin d'envisager les moyens pour les accompagner.

Madame Laurence Sommazi présente ensuite les orientations financières de l'établissement. Le budget de l'année 2025 sera au service de la stratégie mais soumis à de fortes contraintes. La tendance est au ralentissement des ressources de l'établissement. Avignon Université a la volonté de poursuivre la politique de développement de ses ressources propres, qui nécessite d'être mieux structuré et a également la volonté de garantir un meilleur pilotage de ses ressources. Jusqu'à présent, l'établissement n'avait pas de grandes difficultés pour contenir ses dépenses de fonctionnement, or, depuis deux ans, comme l'ensemble des établissements publics, Avignon Université fait face à une inflation généralisée (hausse de plus d'1 M€ en raison de l'inflation et de la hausse importante de certaines charges tels que le gaz, l'électricité et le gardiennage). Il est nécessaire de générer des économies, notamment sur les postes tels que les déplacements et les frais de réception qui ont connu une hausse sensible depuis 2022. Pour l'année 2025, il est attendu un effort de 20% de réduction concernant ces dépenses. Les objectifs de l'établissement sont également de poursuivre la maîtrise des achats avec une politique d'achat à la fois vecteur de sécurisation juridique et de performance économique et de poursuivre la démarche de développement durable et de sobriété.

Concernant la masse salariale, son volume a fortement augmenté entre 2020 et 2022, du fait du financement exceptionnel de la tutelle de l'établissement. En 2023, l'effectif s'est stabilisé. Toutefois, bien que l'établissement maîtrise les emplois, la masse salariale ne cesse d'augmenter. Les mesures telles que la revalorisation du point d'indice, l'augmentation du SMIC, les mesures « bas salaires », la LPR, la protection sociale complémentaire, l'indemnisation du télétravail ou encore les forfaits mobilité durable ont un effet direct sur la masse salariale. La campagne d'emplois 2025 sera limitée à deux repyramidages (1 EC et 1 BIATSS).

Le niveau d'investissement est en hausse depuis plusieurs années (4,53 M€ en 2023) avec un plan pluriannuel d'investissement (PPI) largement exécuté. La volonté est de recentrer le PPI sur les opérations du CPER (rénovation de la BU et projet de la Villa Naturalité) tout en conservant une capacité d'investissement réévaluée chaque année (modernisation des systèmes d'information et du parc informatique, réaménagement des espaces de travail, sécurité et protection de la santé des agents, performance énergétique, équipement de recherche). Avignon Université a décidé de réduire de 50 K€ les enveloppes d'investissement dédiées d'une part à la recherche et d'autre part à la formation en les fixant à 150 K€ au lieu des 200 K€ habituels. L'établissement poursuit également sa démarche de rénovation énergétique et présente de nouveaux projets en vue d'obtenir des financements dans le cadre des nouveaux plans de relance lancés par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Madame Laurence Sommazi rappelle le montant des enveloppes de moyens destinés à la recherche et à la formation au titre de l'année 2025 telles qu'adoptées par le CA en sa séance du 6 juin 2024.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Allal Berrag indique qu'est systématiquement avancé le contexte ou la conjoncture pour justifier les difficultés en termes de budget. Au-delà de la conjoncture, il demande si l'établissement n'a pas sa part de responsabilité. Il donne un exemple sur la masse salariale et indique que depuis au moins cinq années, il n'y a pas eu de politique d'emplois car il y a uniquement des repyramidages. Il ajoute que son syndicat a recensé une vingtaine d'agents BIATSS qui sont sous-employés. Parallèlement, de nouveaux personnels sont recrutés pour exercer les missions de ces agents BIATSS qui sont sous-employés et qui auraient pu effectuer ces mêmes missions. Les emplois sont dédoublés et des économies peuvent être faites sur ce point en redéployant les fonctions. Monsieur Allal Berrag précise que sur les 20 agents précités, il s'agit

essentiellement de postes en catégorie A et B, ce qui représenterait 1 M€. Il indique qu'il y a des économies à faire sur les achats et qu'il faut apprendre à acheter de manière raisonnable (exemple : mobilier avec gravure « Avignon Université » qui coûte plus cher que le mobilier simple). Il ajoute qu'il faut gérer le budget de l'établissement en « bon père de famille ».

Le Président répond que l'établissement sera très attentif à la politique mobilière et qu'en effet, il y a probablement des marges de progression à ce sujet. Il faut interroger l'opportunité sur l'ensemble des dépenses de l'établissement et rechercher les possibilités d'économies. Il confirme qu'il s'agit d'une politique dont on doit tous s'emparer. Concernant la remarque de Monsieur Allal Berrag relative au personnel sous-employé, le Président répond que l'université est une grande structure, contrainte, dont les marges de manœuvre sont limitées quant à la gestion du personnel. L'établissement tente d'optimiser son potentiel humain mais cela peut s'avérer difficile car il existe une multitude de situations singulières. L'utilisation de la ressource de l'établissement n'est probablement pas optimale et cela peut être dû à une solution sous-optimale liée à un système extrêmement contraint qui empêche d'exploiter tout le potentiel des personnels. Le Président ajoute que la quasi-totalité des universités est en situation de déficit. Il indique qu'il existe effectivement des marges de progression et précise que si l'établissement est dans cette situation, ce n'est pas lié à une mauvaise gestion de son budget. Avignon Université gère aussi bien que possible son budget mais globalement, le contexte et les mesures politiques ont un impact sur ce dernier (mesures Guérini, revalorisations salariales, etc.).

Monsieur Johnny Douvinet fait remarquer une coquille dans l'annexe de la lettre de cadrage budgétaire 2025. En effet, dans le calendrier budgétaire, il est fait mention des « UFR », qui n'existent plus (page 10 de la lettre de cadrage).

Monsieur Guillaume Marrel revient sur le fait qu'un emploi sera libéré et demande comment sont comptés les détachements et mises en disponibilité des personnels. Il demande une clarification sur la méthodologie et souhaite savoir à quel moment les indicateurs sont arrêtés pour la présentation. Le VP CA répond que le poste présenté par Madame Laurence Sommazi concerne un enseignant-chercheur qui a déposé son dossier de départ à la retraite. Il existe des statistiques sur les personnels susceptibles de partir à la retraite mais s'agissant d'une décision individuelle, tant qu'ils n'ont pas déposé leur dossier, ces personnels ne peuvent être comptabilisés dans les départs potentiels. Concernant la gestion des détachements et mises en disponibilité des personnels, il s'agit également de décisions individuelles qui sont gérées au moment où les équipes prennent connaissance du départ de l'enseignant.

Madame Delphine Blanke indique que le départ d'un enseignant de l'IUT est prévu au mois de janvier 2025 et non septembre 2025. Elle demande s'il s'agit du même poste ou s'il a été oublié. Le VP CA répond que le poste indiqué par Madame Laurence Sommazi concerne l'année 2024 et non 2025. Il ajoute que les mutations sont connues au cours de l'année. Il précise qu'il faut tenir compte de deux points, à savoir les départs à la retraite, qui peuvent être anticipés et qui sont pris en compte et d'autre part, les détachements, les mises en disponibilité, les mutations qui, d'un point de vue des ressources humaines, ne peuvent être anticipés.

Madame Delphine Blanke indique qu'un enseignant parti l'année dernière n'a pas été remplacé, alors que la filière est en tension. Elle ajoute que d'autres départs sont à prévoir dans l'année et le seul repyramidage présenté dans la lettre de cadrage ne suffira pas à atténuer les tensions dans les filières, liées aux départs à la retraite. Elle fait part d'une inquiétude à ce sujet. Le Président répond qu'il y aura des départs qui ne seront pas remplacés car l'établissement n'en a pas les moyens (départs à la retraite ou autre). Il s'agit d'une difficulté partagée, bien qu'il est souhaité d'avoir une véritable politique de recrutement et des campagnes d'emplois qui soutiennent le projet d'établissement. Toutefois, la contrainte budgétaire ne se maîtrise pas et des arbitrages doivent être faits. Le fait que la masse salariale se libère ne conduit pas automatiquement à une restitution de la masse salariale à la composante qui la perd. Cette masse salariale est distribuée en fonction des besoins et de leur urgence. Le Président indique que la question essentielle à se poser est de savoir comment hiérarchiser les problématiques. Madame Delphine Blanke indique que le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) a libéré une somme d'argent soclée pour soutenir la création de la 3^{ème} année de BUT. Le fait que les départs à la retraite ne soient pas compensés, cela n'arrangera pas la situation de l'IUT. Le Président répond que l'argent fléché pour la situation particulière de l'IUT est de l'argent qui n'est pas mis ailleurs. Il s'agit d'un sujet de discussion avec les autres composantes de l'établissement. Il précise qu'il ne discute pas de l'intensité du besoin sur les BUT, qui est réelle. En termes de méthode, il est essentiel d'essayer de répondre au mieux à plusieurs situations qui sont extrêmement difficiles.

Concernant le dialogue entre les composantes et la direction sur la question de la masse salariale, Monsieur Allal Berrag demande quelle est la place des partenaires sociaux. Il indique que ces derniers pourraient faire des propositions dans un sens qui satisfasse tout le monde. Il ajoute que pour cela, il faut intégrer l'idée de partenaires sociaux dans une vraie négociation/discussion sur l'avenir de l'établissement. Le Président remercie Monsieur Allal Berrag pour cette proposition. Il indique qu'il existe d'ores et déjà des moments d'échanges avec les syndicats et pas seulement en Comité

social d'administration (CSA). La direction est ouverte au dialogue avec les syndicats pour aborder les questions relevant des orientations politiques générales de l'établissement, y compris sur les ressources humaines.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 abstention)**

2. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :

2.1 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » : approbation de la programmation des actions au titre de l'année 2023-2024 (vague 2)

Le VP CA donne la parole à Madame Audrey Abonnen, Vice-Présidente en charge de la Vie Universitaire, présente en visioconférence. Elle rappelle qu'elle avait présenté le bilan de l'année 2022-2023 lors du Conseil d'administration du 9 juillet 2024 ainsi que la programmation des actions de l'année 2025. Du fait du décalage entre le fonctionnement en année universitaire pour le portage des projets et un fonctionnement en année civile pour les budgets, il y a toujours une commission « Contribution de vie étudiante et de campus » qui se réunit à la fin de l'année universitaire qui permet de réajuster les actions à programmer pour la fin de l'année civile (semestre en cours). Par ailleurs, la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) est calculée sur la base de deux remontées dans l'année. Pour le nombre d'étudiants inscrits, il y a une remontée qui est faite au mois de mai et sur la base de laquelle le montant final de la contribution reversée est ajusté. La prise de connaissance de ce montant se fait au mois de juin ou juillet. Les membres du Conseil d'administration de ce jour sont appelés à voter un financement de 11 K€ pour les « Corbeilles solidaires ». Il s'agit d'un dispositif porté conjointement avec la Mairie d'Avignon qui consiste à financer des corbeilles alimentaires qui peuvent également comporter des produits hygiéniques. Les corbeilles sont distribuées une fois par semaine aux étudiants de l'université. Une cinquantaine d'étudiants bénéficient du dispositif chaque semaine. La commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) et la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) ont rendu un avis favorable à ce projet.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la programmation des actions de la Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » au titre de l'année 2023-2024 (vague 2).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :

1.1 Approbation du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) avec l'État pour la période 2025-2027

Le Président indique que les contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) ont été mis en place il y a trois ans. Avignon Université est dans la dernière vague des COMP. Ces derniers vont disparaître et l'établissement passera sur le contrat d'établissement qui va intégrer ce qui faisait la valeur ajoutée du COMP. Le COMP est passé avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) pour une durée de trois ans. Il s'agit de financements spécifiques sur projets. Madame Anne-Sophie Barthez, ancienne directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, avait indiqué à l'établissement les trois points particuliers auxquels prête attention le MESR, à savoir la vie étudiante, le rapport avec les organismes de recherche et le pilotage de l'offre de formation. Le Président présente les objectifs de l'établissement inscrits dans le COMP de l'établissement avec l'État pour la période 2025-2027 (*cf. annexe point B.1.1*). Ces objectifs ne font pas tous l'objet d'une demande de financement dans le cadre du COMP.

Objectifs :

1-Renforcer le pilotage de l'offre de formation pour améliorer la réussite des étudiants et leur insertion professionnelle :

Avignon Université consolidera sa position de premier acteur de l'enseignement supérieur sur son territoire. L'établissement entend devenir le principal partenaire des organismes de formation et jouer un rôle central de coordination des politiques territoriales en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation. Pour atteindre cet objectif, l'université actionnera plusieurs leviers qui sont :

- L'augmentation de ses effectifs, notamment en master. Cette augmentation sera le résultat d'une offre de formation plus attractive et plus cohérente et d'un lien renforcé avec l'enseignement secondaire. Un plan de communication sera mis en œuvre à l'adresse des futurs étudiants et des grands prescripteurs de l'orientation ;
- Le développement des partenariats académiques avec les organismes de formation de son territoire mais aussi à l'international. Ce développement contribuera à l'augmentation des effectifs, à un enrichissement d'une offre économiquement soutenable, au rayonnement international de l'établissement ;
- Le renforcement de l'offre de formation en alternance en lien avec les entreprises de la région ;
- Le développement des actions favorisant la réussite et la réorientation des étudiants.

2-Développer une recherche partenariale ambitieuse :

L'établissement développe une politique de recherche et d'innovation inscrite dans ses axes de différenciation, visible à l'international, ouverte à son environnement socio-économique. Les indicateurs du HCERES et les classements internationaux ont montré les effets de cette politique de spécialisation thématique, d'ouverture disciplinaire et socio-économique. Elle sera, dans les trois années à venir, accélérée par une architecture d'établissement originale, résolument tournée vers les partenariats, complètement alignée avec sa signature scientifique. Elle sera structurée par les grands projets, notamment les chaires partenariales, et par une stratégie internationale à la fois plus lisible et plus impactante. À l'horizon 2027, cette politique de recherche et d'innovation devrait placer l'établissement en position de chef de file d'écosystèmes territoriaux à forte valeur ajoutée scientifique et économique, et consolider sa position d'université de rang mondial sur ses domaines d'excellence scientifique.

3-Mise en œuvre de la transition écologique et développement durable dans l'ensemble de ses dimensions :

L'engagement d'Avignon Université dans la transition environnementale est structuré par un schéma directeur durabilité qui a très largement mobilisé la communauté universitaire. Au-delà des intentions, il s'agira de mettre effectivement en œuvre le projet dans les années à venir sur ses trois axes principaux : la gouvernance, la transition des campus, la formation.

4-Des campus ouverts pour une vie étudiante émancipatrice, au service des réussites étudiantes :

Avignon Université s'engage à renforcer le pilotage et la déclinaison de la politique de vie étudiante, de campus et universitaire au service de l'épanouissement, du bien-être et des réussites plurielles des étudiants du territoire. Cet engagement vise deux objectifs majeurs :

- Développer des campus ouverts à tous les étudiants du territoire, intégrés à des quartiers-campus et pilotés en coordination avec l'ensemble des acteurs de la vie étudiante ;
- Accompagner les étudiants dans une expérience étudiante sécurisante, émancipatrice et citoyenne, s'appuyant sur un environnement culturel et un cadre de vie exceptionnels, au service de leurs réussites.

Sur le bassin avignonnais, ce projet devrait faire de l'établissement le chef de file d'une politique de vie étudiante partagée, structurée et dynamique.

5-Renforcer la capacité de pilotage et d'accompagnement du projet d'établissement :

Le processus continu de différenciation autour de ses deux axes thématiques conduit aujourd'hui Avignon Université à repenser aussi bien son organisation interne que les interfaces avec son environnement socio-économique. Dans ce contexte général de réorganisation de l'établissement, il est nécessaire que l'organisation administrative s'adapte à la nouvelle architecture de l'établissement et à son projet. Pour faciliter la transition vers un pilotage fort de ses axes de différenciation et une extension de son rôle dans le territoire aux côtés de ses partenaires, Avignon Université a fixé trois caps à son administration :

- Gagner en proximité afin d'accompagner les métiers en libérant les capacités d'engagement des enseignants, des enseignants-chercheurs et des chercheurs dans leurs projets de formation et de recherche. Cela passe par un rapprochement avec les utilisateurs pour identifier leurs objectifs, leurs besoins et leurs contraintes, par une réorganisation des processus fonctionnels et décisionnels, et par la création de plateformes de services fonctionnant comme des guichets uniques pour faciliter et optimiser les démarches et le service rendu ;
- Organiser la gouvernance, le référencement et la mise à disposition de l'information et des données pour améliorer la performance de l'environnement professionnel ;
- Faire évoluer les directions et services afin qu'ils soient mieux identifiés, plus facilement sollicités, et qu'ils soient porteurs des transformations vers la satisfaction utilisateur et garants de l'évolution des nouveaux dispositifs dans un processus d'amélioration continue généralisé.

Si la transformation en cours de l'établissement vise l'alignement de sa structure à son projet scientifique et pédagogique, elle ne pourra toutefois produire tous les effets escomptés qu'avec le soutien d'une transformation importante de l'organisation et du fonctionnement de toute l'administration de l'établissement.

6-Structuration des réseaux territoriaux et internationaux :

La signature scientifique et le projet d'Avignon Université sont fortement liés à la physionomie de son territoire. Cet alignement est un atout qui devrait faciliter la coopération et la mise en convergence des politiques de développement économique et culturel, dans lesquelles l'université a un rôle majeur à jouer. Une partie de ce potentiel reste cependant

à réaliser, faute de projets communs structurants et de coordination territoriale efficace. Les projets des Villa Créative et Villa Naturalité ont initié des dynamiques partenariales structurantes pour le territoire et, au-delà, au niveau national et international. L'établissement souhaite inscrire cette dynamique dans une démarche structurée, en se dotant des instruments de coordination des réseaux partenariaux aux échelles régionale, nationale et internationale, autour de ses thématiques phares.

Trois actions complémentaires seront engagées :

- La signature d'un accord-cadre de coopération territoriale associant, assez largement, les acteurs des écosystèmes thématiques ;
- La création, au sein des Villas, de Campus de l'innovation qui soutiendront la mise en projets des orientations stratégiques des écosystèmes ;
- La constitution de réseaux internationaux centrés sur des thématiques scientifiques d'excellence, rassemblant des partenaires académiques avec lesquels des projets de formation et de recherche partagés pourront être engagés ;
- Cette politique doit conduire, à l'horizon 2027, à placer Avignon Université en chef de file de l'ESRI sur son territoire et en acteur de l'innovation et de la formation au service du développement économique et culturel.

Le VP CA précise que le COMP présenté ce jour est amené à évoluer du fait des échanges entre l'établissement et le rectorat. Le COMP est à communiquer au rectorat et au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) le jeudi 12 septembre 2024 au plus tard. Par la suite le MESR fera remonter ses éventuelles remarques et les modifications demandées seront apportées en début d'année prochaine, avant la signature définitive du COMP. Le Président ajoute que le COMP sera également signé par l'INRAE et le CNRS.

En page 6 du COMP, il est indiqué ceci : « *Pour renforcer l'adossement à la recherche et garantir l'adéquation de l'offre avec les axes de différenciation de l'établissement, toutes les formations d'AU sont portées par les centres d'enseignement et de recherche (CER) des composantes* ». Suite aux discussions qui ont eu lieu lors du Conseil académique de ce jour, le VP CFVU précise que cette phrase ne concerne pas l'IUT. Le Président indique que des coquilles seront corrigées et des indicateurs mis à jour sur le COMP présenté ce jour.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Dans le cadre des crédits ORE, Madame Delphine Blanke demande si les étudiants de l'IUT seront exclus de ces dispositifs de soutien à compter de la rentrée 2025. Elle indique également qu'à la lecture du COMP, elle aurait souhaité voir la mention de la création des BUT 3^{ème} année en alternance au mois de septembre 2024. Elle ajoute que cela représente beaucoup de travail, qui n'est pas reconnu. Le Président répond que de nombreux éléments n'apparaissent pas dans le COMP et indique que la création des BUT 3^{ème} année peut tout à fait être ajoutée au document. Il indique que le COMP n'est pas un exercice de reconnaissance du travail des équipes. Le VP CFVU ajoute que le document prend en compte les nouveautés de l'année et des années à venir. Concernant l'interrogation de Madame Delphine Blanke relative aux dispositifs de soutien, le VP CFVU répond que cela est encore possible mais dans le cadre du NCU CAPACITÉ. En effet, les crédits ORE vont s'arrêter.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) avec l'État pour la période 2025-2027.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.2 Approbation de la charte de l'alimentation responsable dans le cadre du schéma directeur durabilité

Le VP CA donne la parole à Mesdames Céline Bourgeois, Vice-présidente déléguée à la Transition Environnementale, et Aude Favre, en charge de l'accompagnement du schéma directeur durabilité. Cette dernière indique que la charte de l'alimentation responsable est un premier livrable du projet « Alimentation responsable » de l'action 2.6.1 du schéma directeur durabilité : « Mettre en place des pratiques exemplaires en matière de restauration proposée par l'établissement ». 35 personnes se sont inscrites dans le groupe de travail dédié à cette action, soit 25 agents et 10 étudiants. Bien que les étudiants n'aient pas pu se mobiliser et assister au groupe de travail, il s'agit d'un travail collaboratif. 18 agents de l'université sont très impliqués au sujet de l'alimentation responsable. Il existe huit groupes de travail sur huit thématiques. La charte de l'alimentation responsable engage de nombreux acteurs au niveau de l'université ainsi que les partenaires et les prestataires avec lesquels travaille l'établissement. Madame Céline Bourgeois remercie Madame Aude Favre pour le travail effectué quant à la création de la charte de l'alimentation responsable. Une fois approuvée par le Conseil d'administration, ce document sera diffusé auprès de la communauté universitaire pour être mise en œuvre. Madame Aude Favre ajoute que la présentation de la charte auprès des membres du Conseil d'administration permet un appui politique afin que sa mise en œuvre soit facilitée et que l'ensemble de la communauté universitaire puisse s'en emparer. Une communication et un accompagnement sont à venir concernant cette charte. Le Président confirme qu'en

termes d'information, il est important de présenter la charte de l'alimentation responsable au Conseil d'administration. Il ajoute que le schéma directeur durabilité est un projet qui avance dans l'ensemble de ses dimensions et il est important que les membres du Conseil d'administration prennent connaissance de ces avancées. Le Président remercie les parties prenantes pour le travail effectué dans le cadre de la charte de l'alimentation responsable.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la charte de l'alimentation responsable dans le cadre du schéma directeur durabilité.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.3 Approbation de la modification de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) relative au nom du Centre d'Enseignement et de Recherche (CER) « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion » et à l'ajout d'une formation

Le VP CA indique que la modification de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) relative au nom du Centre d'Enseignement et de Recherche (CER) « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion » et à l'ajout d'une formation est reportée à la prochaine séance du Conseil d'administration. En effet, le point n'a pu être présenté au Comité social d'administration (CSA) qui s'est tenu ce matin du fait des délais de convocation restreints. Aussi, ce point sera présenté au CSA du 3 octobre 2024, puis au CA du 8 octobre 2024.

2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :

2.1 Approbation de la convention entre Avignon Université et RENATER relative à la messagerie « PARTAGE » pour la période 2021-2025

Le VP CA donne la parole à Monsieur Stéphane Igounet, Directeur des Systèmes d'Information (DSI), qui présente la convention entre Avignon Université et RENATER relative à la messagerie « PARTAGE » pour la période 2021-2025. Il s'agit ici du renouvellement de la convention dont la rétroactivité s'explique par le fait que la convention en vigueur a pris fin au mois de février 2021. L'établissement a toutefois continué à bénéficier des services de RENATER. Aussi, il est nécessaire de formaliser cette période non comprise dans la convention ayant pris fin (*cf. annexe point B.2.1*). Monsieur Stéphane Igounet indique que depuis quelques années, des problématiques sont rencontrées avec RENATER sur la messagerie PARTAGE et tous les services mis en place par le groupement d'intérêt public (GIP), ce qui explique la signature tardive de la présente convention.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la convention entre Avignon Université et RENATER relative à la messagerie « PARTAGE » pour la période 2021-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'APECITA (master ST2AE) au titre de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Madame Anne Fourré, Chargée d'Insertion Professionnelle (SAFIRE), qui présente le projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'APECITA (master ST2AE) au titre de l'année universitaire 2024-2025. Ce projet de convention définit les modalités de coopération entre l'université et l'APECITA dans le cadre de prestations de formation relatives à la méthodologie de l'insertion professionnelle auprès des étudiants de première année du master « Sciences et technologies de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement » (*cf. annexe point B.2.2*).

Conformément à la délibération n°2017-055 du CA en sa séance du 27 juin 2017, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le projet de convention de coopération pédagogique avec l'APECITA (master ST2AE) au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.3 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE

Le VP CA donne la parole à Madame Magali Rault, Directrice du Collège des Études Doctorales, qui présente le projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE. Ce projet de convention prévoit les modalités de coopération entre l'université et la société CAP PERFORMANCE dans le cadre de prestations de formation sur l'employabilité des jeunes docteurs (*cf. annexe point B.2.3*).

Comme précédemment, ce projet de convention est soumis au vote préalable du Conseil d'administration compte tenu du taux de rémunération horaire appliqué (délibération n°2017-055 du CA en sa séance du 27 juin 2017).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.4 Approbation de l'accord-cadre de coopération entre Avignon Université et ENEDIS

Le VP CA donne la parole à Monsieur Jean-François Blanco, Directeur de la Direction d'Appui à la Recherche et à l'Innovation (DARI), qui présente l'accord-cadre de coopération entre Avignon Université et ENEDIS. Cet accord-cadre a pour objet de définir les grands axes du partenariat entre l'université et ENEDIS dans toutes les dimensions de l'activité qui intéressent les parties, à savoir la formation, l'alternance, la recherche, la valorisation, l'innovation, l'insertion professionnelle et le mécénat d'entreprise (*cf. annexe point B.2.4*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'accord-cadre de coopération entre Avignon Université et ENEDIS.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.5 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université de Guanajuato - Mexique

Le VP CA donne la parole à Madame Françoise Arfelli, Directrice des Relations Internationales, qui présente l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université de Guanajuato (Mexique). L'Université de Guanajuato est un partenaire historique de l'établissement, situé dans une ville classée au patrimoine mondiale de l'UNESCO, qui héberge un festival international de théâtre (en décalé par rapport au festival d'Avignon). Un développement partenarial concernant la recherche et le théâtre est en vue afin d'instaurer un réseau. Il s'agit d'une université pluridisciplinaire avec laquelle il existe un flux d'échanges réguliers. L'accord-cadre de coopération présenté ce jour est un renouvellement (*cf. annexe point B.2.5*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université de Guanajuato - Mexique.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Questions diverses

Le VP CA donne la parole à Monsieur Allal Berrag, qui indique avoir été interpellé par des collègues et par des situations qu'il a constatées. Des personnels ont déménagé et bien qu'ils aient demandé à garder leur mobilier de bureau initial, cela

a été refusé. L'ancien mobilier a été mis à la benne et remplacé par du mobilier neuf. Monsieur Allal Berrag ajoute qu'il existe un schéma directeur durabilité, qui privilégie le réemploi et l'économie circulaire, or du mobilier utilisable pour de longues années est mis à la benne. Plusieurs agents ont demandé à bénéficier de ces meubles, à titre personnel, telles que des tables de cours mais leur demande a été refusée. Plusieurs mois après cela, ces mêmes tables ont été abîmées par les intempéries et sont également parties à la benne. Monsieur Allal Berrag indique qu'il a demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Conseil d'administration car il souhaite l'arrêt de ces frais. Le VP CA répond qu'il s'agit d'une question intéressante car il a également été interrogé par des agents sur le mobilier qui se trouvait dans les bennes. Il indique que le mobilier ne fait pas partie des biens publics. Dans le domaine public, le bien doit représenter un intérêt public. Le mobilier telles que les tables, les chaises, etc. est considéré comme appartenant au domaine privé de l'établissement.

Le VP CA indique que pour les universités, trois options sont possibles pour la gestion du mobilier :

1. Remettre le mobilier aux services du Domaine, avec une centrale de l'État qui récupère les meubles et les redistribue. Toutefois, cela représente un coût pour l'université car elle serait en charge du transport du mobilier ;
2. Faire don de l'ancien mobilier tout en s'assurant que la structure bénéficiaire ne revend pas le mobilier donné. Toutefois, cela demande un suivi de la part de l'université, qui ne dispose pas des ressources humaines pour ce faire ;
3. Remettre l'ancien mobilier à l'éco-organisme « Valdelia », agréé par le Ministère de la Transition écologique. Avignon Université a opté pour cette option-ci. Valdelia est la structure choisie au niveau national par les administrations pour récupérer le mobilier. L'adhésion à ce consortium est gratuite. Les bennes sont positionnées par l'éco-organisme, qui se charge également de l'enlèvement du mobilier. Le VP CA présente ce que fait Valdelia des meubles récupérés : le réemploi et la réutilisation ; le recyclage des meubles cassés et inutilisables pour en fabriquer de nouveaux ; une mission d'éco-conception des déchets par Valdelia. Concernant le réemploi et la réutilisation du mobilier par Valdelia, les meubles peuvent être distribués à 200 partenaires d'économie sociale et solidaire qui ont une mission d'insertion vers l'emploi de publics en difficulté. Il s'agit d'une aide indirecte de la part des universités auprès de structures de l'économie sociale et solidaire. La deuxième possibilité pour Valdelia est de donner le mobilier à des fins de projets humanitaires pour soutenir des actions en faveur de la petite enfance, de la scolarité, de la santé et/ou de l'hébergement de personnes en difficulté. Il s'agit de la mission fixée par l'État à l'éco-organisme « Valdelia ». Ce dernier indique que le mobilier enlevé, représentant environ 10 tonnes, a été réemployé ou réutilisé comme indiqué ci-dessus.

Le VP CA précise que le mobilier de l'établissement n'est pas jeté. Concernant l'interrogation de Monsieur Allal Berrag quant au don de meubles au personnel de l'université, le VP CA indique que conformément à la réglementation, seul le matériel informatique d'une valeur de moins 300 euros et de plus de 5 ans peut être donné au personnel. En dehors de cette catégorie, les dons au personnel ne sont pas permis par la réglementation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h40.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS